

318964-2026 - Mise en concurrence

France – Services relatifs à la construction – Assistance à Maîtrise d’Ouvrage – Prestation d’économiste de la Construction pour la réalisation de postes HTB en bâtiments

OJ S 89/2026 08/05/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: RTE Réseau de Transport d'Electricité

Adresse électronique: anais.cornette@rte-france.com

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité de l'entité adjudicatrice: Activités liées à l'électricité

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Assistance à Maîtrise d’Ouvrage – Prestation d’économiste de la Construction pour la réalisation de postes HTB en bâtiments

Description: Dans le cadre de l’opération de construction de bâtiments industriels (postes électriques intérieurs modulables et postes électriques sous enveloppe métallique), l’économiste de la construction intervient en appui du Maître d’Ouvrage en tant qu’Assistant à Maîtrise d’Ouvrage (AMO) pour l’analyse technico-économique du projet. Sa mission consiste notamment à : - analyser et évaluer la pertinence des ratios structure/coûts, proposés par l’architecte, rapportés aux besoins exprimés dans le cahier des charges (terrassement, fondations, gros œuvre, second œuvre, ...), au regard des objectifs du Maître d’Ouvrage ; - formuler des avis argumentés et des recommandations visant à optimiser les coûts de construction, tout en garantissant la conformité aux contraintes techniques liées aux matériels installés (équipements électriques, locaux techniques, accès, sécurité, etc.) ; - intégrer les contraintes environnementales et contextuelles du site (emprise foncière limitée, risques naturels, insertion paysagère, contraintes réglementaires et urbaines, voisinage, etc.) dans ses analyses économiques ; • proposer, le cas échéant, des variantes techniques ou constructives permettant une meilleure optimisation économique globale de l’opération, sans dégrader les performances et niveaux de service attendus.

Identifiant de la procédure: 18a2b489-78e3-4301-9456-233d41753059

Identifiant interne: 25170

Type de procédure: Négociée avec publication préalable d’un appel à la concurrence / concurrentielle avec négociation

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 71500000 Services relatifs à la construction

2.1.2. Lieu d’exécution

Adresse postale: 99 rue de Lyon

Ville: Marseille

Code postal: 13015

Subdivision pays (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)

Pays: France

Informations complémentaires: RTE Méditerranée s'étend sur l'ensemble des départements de la région Provence Alpes Côte d'Azur (04, 05, 06, 13, 83 et 84) une partie des départements de la région Occitanie (11, 30, 34, 48, 66), ainsi qu'une portion des départements d'Auvergne Rhône Alpes (07, 26).

2.1.4. Informations générales

Base juridique:

Directive 2014/25/UE

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis

Manquement à des obligations liées à des motifs d'exclusion purement nationaux: Le candidat fournit une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions de la procédure de passation des marchés soumis à la commande publique, mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11. Il s'agit sans être exhaustif : 1.1) des peines prononcées par un juge pénal relatives à la corruption au sens large, la concussion, le trafic d'influence, la prise illégale d'intérêt, l'escroquerie, l'abus de confiance, le faux et usage de faux, le blanchiment, la participation à une association de malfaiteur, pour acte de terrorisme, pour stupéfiants ; 1.2) des défauts de régularité au regard des obligations sociales ou fiscales, constatés soit par un juge, soit par les administrations chargées du recouvrement des impôts, cotisations et contributions sociales, soit par les services d'inspection du travail et assimilés ; 1.3) des états de liquidations judiciaires, de faillites, de redressement judiciaire ne justifiant pas de l'habilitation à poursuivre les activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public, ou ne bénéficiant pas d'un plan de redressement, constatées par le tribunal de commerce ; 1.4) de la violation des règles relatives à la lutte contre le travail illégal, constatées par les services de l'inspection du travail et assimilés ou rapportés par ces derniers aux représentants de l'État. 2) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 3) Pour les candidats établis HORS de France : fournir une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). 4) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1^{er} de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Lot 1 Assistance à Maîtrise d'Ouvrage – Prestation d'économiste de la Construction pour la réalisation de postes HTB en bâtiments

Description: Dans le cadre de l'opération de construction de bâtiments industriels (postes électriques intérieurs modulables et postes électriques sous enveloppe métallique), l'économiste de la construction intervient en appui du Maître d'Ouvrage en tant qu'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour l'analyse technico-économique du projet. Sa mission consiste notamment à : - analyser et évaluer la pertinence des ratios structure/coûts, proposés par l'architecte, rapportés aux besoins exprimés dans le cahier des charges (terrassement, fondations, gros œuvre, second œuvre, ...), au regard des objectifs du Maître d'Ouvrage ; -

formuler des avis argumentés et des recommandations visant à optimiser les coûts de construction, tout en garantissant la conformité aux contraintes techniques liées aux matériels installés (équipements électriques, locaux techniques, accès, sécurité, etc.) ; - intégrer les contraintes environnementales et contextuelles du site (emprise foncière limitée, risques naturels, insertion paysagère, contraintes réglementaires et urbaines, voisinage, etc.) dans ses analyses économiques ; - proposer, le cas échéant, des variantes techniques ou constructives permettant une meilleure optimisation économique globale de l'opération, sans dégrader les performances et niveaux de service attendus.

Identifiant interne: 25170

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 71500000 Services relatifs à la construction

Options:

Description des options: un an optionnel

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)

Pays: France

Informations complémentaires: RTE Méditerranée s'étend sur l'ensemble des départements de la région Provence Alpes Côte d'Azur (04, 05, 06, 13, 83 et 84) une partie des départements de la région Occitanie (11, 30, 34, 48, 66), ainsi qu'une portion des départements d'Auvergne Rhône Alpes (07, 26).

5.1.3. Durée estimée

Date de début: 15/07/2026

Durée: 2 Ans

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 3

5.1.5. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 210 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés: Pas encore connues

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME): oui

Informations complémentaires: Validité de l'offre limitée à 6 mois

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Le candidat devra adresser avec sa demande de participation les imprimés DC1 et DC2 dûment complétés et signés. Ces documents sont à se procurer à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> 1) Pour les candidats établis "en France" : - la transmission du numéro unique d'identification (SIREN) délivré par l'INSEE, ou bien Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers (original ou copie) datant de moins de 3 mois par rapport

à la date limite de réponse ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes morales ou physiques en cours d'inscription. 2) Pour les candidats établis "hors de France" : - un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ou, pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de 3 mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre. - un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France. - une déclaration sur l'honneur de paiement des sommes dues au titre des amendes pour non-déclaration de travailleurs détachés (R.2143-8 du Code de la commande publique et R.1263-12 du Code du travail). Pour tous les candidats : 1) (pour les entreprises de plus de 20 salariés) et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 2) ne pas être dans l'un des cas prévus au 1° de l'article 5 duodecies du règlement n°2022/576 du 8 avril 2022 du Conseil de l'Union européenne concernant les mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine 3) Candidat faisant partie du groupe EDF ou du groupe de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) Afin de s'assurer du respect des dispositions des articles L111-10 et suivants du code de l'Energie, un candidat ou un membre du groupement contrôlé directement ou indirectement par une société par EDF ou la CDC devra produire dans son dossier de candidature une déclaration indiquant le détail du lien capitalistique avec l'une des sociétés précitées Ces éléments produits en langue française sont à fournir par les candidats individuels, par chacun des membres d'un groupement candidat et, le cas échéant, par les sous-traitants présentés.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Bilans ou extraits de bilan Le candidat est prié de joindre les bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, dans le cas où ce dernier fait partie des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. Chiffre d'affaires Le candidat doit fournir son chiffre d'affaires global, son chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Banque et assurances Le candidat doit fournir les déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Pour être déclaré apte : - Le candidat doit démontrer sa capacité à réaliser des prestations d'AMO et plus particulièrement d'économiste pour des projets de construction de bâtiment industriel. - Le candidat doit démontrer sa connaissance dans le domaine des Postes électriques ou équivalent. - Le candidat présentera la liste des principales références (5 références maximum) pour des prestations similaires réalisées au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution indiquant le montant, la date et le destinataire.

Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à inviter pour la seconde étape de la procédure

Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:

La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains candidats peuvent être éliminés

5.1.10. Critères d'attribution

Critère:

Type: Coût

Description: Critère cout

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 50

Critère:

Type: Qualité

Description: Critères techniques

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (pourcentage, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 50

5.1.11. Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles: français

Date limite de demande d'informations complémentaires: 19/05/2026 14:00:00 (UTC+02:00)

Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante: <https://rte-france.bravosolution.com>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://rte-france.bravosolution.com>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Autorisée

Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres: Non autorisée

Date limite de réception des demandes de participation/candidatures: 26/05/2026 14:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Conditions relatives à l'exécution du contrat: sans objet

Un accord de confidentialité est requis: oui

Informations complémentaires sur l'accord de confidentialité: l'accord de confidentialité est disponible sur le site bravosolution de RTE

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

Arrangement financier: Financement sur ressources propres. Paiement à 49 jours à compter de la date d'émission de la facture

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 1

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Tribunal Judiciaire de Nanterre
Description des délais d'introduction des procédures de recours: Référé précontractuel prévu aux articles 5 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé avant la conclusion du contrat. Référé contractuel prévu aux articles 11 et suivants de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique. Le recours doit être formé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication au Journal officiel de l'Union européenne de l'avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat. En l'absence de la publication d'avis ou de la notification, la juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat en vertu de l'article 1441-3 du code de procédure civile.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: RTE Réseau de Transport d'Electricité

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: RTE Réseau de Transport d'Electricité
Numéro d'enregistrement: 444 619 258 02482
Département: Direction des achats
Adresse postale: 99 rue de Lyon
Ville: Marseille
Code postal: 13015
Subdivision pays (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)
Pays: France
Point de contact: Anaïs CORNETTE
Adresse électronique: anaïs.cornette@rte-france.com
Téléphone: +33676588438
Profil de l'acheteur: <https://rte-france.bravosolution.com>
Rôles de cette organisation:

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Tribunal Judiciaire de Nanterre
Numéro d'enregistrement: 17780111500151
Adresse postale: 179-191, avenue Joliot-Curie
Ville: Nanterre
Code postal: 92020
Subdivision pays (NUTS): Hauts-de-Seine (FR105)
Pays: France
Adresse électronique: accueil.tj-nanterre@justice.fr
Téléphone: 0140971010
Adresse internet: www.cours-appel.justice.fr/versailles/tribunal-judiciaire-de-nanterre
Rôles de cette organisation:

8.1. ORG-0000

Nom officiel: Publications Office of the European Union

Numéro d'enregistrement: PUBL

Ville: Luxembourg

Code postal: 2417

Subdivision pays (NUTS): Luxembourg (LU000)

Pays: Luxembourg

Adresse électronique: ted@publications.europa.eu

Téléphone: +352 29291

Adresse internet: <https://op.europa.eu>

Rôles de cette organisation:

TED eSender

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 6be15dbb-950e-4001-aeef-44f064f3b00f - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 17

Date d'envoi de l'avis: 06/05/2026 13:53:51 (UTC+00:00) Heure de l'Europe occidentale, GMT

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 318964-2026

Numéro de publication au JO S: 89/2026

Date de publication: 08/05/2026